



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

VINGT-NEUVIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Caracas (Venezuela), 24 - 28 avril 2006

ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

*Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs,*

Introduction

C'est pour moi un honneur et un grand plaisir que de me retrouver en compagnie des dirigeants du secteur agricole d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis pour participer à cette vingt-neuvième Conférence régionale de la FAO. Qu'il me soit permis tout d'abord d'exprimer, au nom de l'Organisation, de son personnel – et, également des délégués et observateurs – notre reconnaissance au Président Hugo Chavez, au Gouvernement et au peuple de la République bolivarienne du Venezuela pour avoir accueilli cette Conférence, en nous offrant leur généreuse hospitalité.

État de l'insécurité alimentaire dans le monde et dans la région Amérique latine et Caraïbes

Il y a dix ans, les dirigeants de la communauté internationale, réunis à Rome lors du Sommet mondial de l'alimentation, avaient décidé de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim avant 2015. Il apparaît maintenant, à mi-parcours, que si l'on ne redouble pas d'efforts dans les dix prochaines années, cet objectif ne sera atteint qu'en 2150.

Si l'on fait le bilan des progrès accomplis en vue de la réalisation de cet objectif, il faut bien constater que malgré les percées significatives obtenues, le rythme d'avancement reste dans la plupart des régions du monde insuffisant pour atteindre les objectifs fixés. Si les tendances actuelles se poursuivent, la région Amérique latine et Caraïbes serait la seule région en développement susceptible d'atteindre les objectifs de la Déclaration du Millénaire à la date prévue. En effet, au cours des dernières années, le nombre de personnes sous-alimentées a diminué, passant de 59 millions de personnes en 1990-1992 à 52 millions en 2001-2003. Cependant, ces chiffres globaux masquent la détérioration de la situation en Amérique centrale et dans les Caraïbes, où le nombre de personnes sous-alimentées est passé de 12,7 millions en 1990-92 à 14,1 millions en 2001-2003. Il faudrait donc réaliser des progrès quatre fois plus rapides qu'au cours des dix premières années, ce qui est possible surtout pour certains pays de l'Amérique australe et ceux qui disposent de ressources énergétiques et minières, mais sans doute plus difficile pour les autres.

La réduction de la faim est non seulement essentielle au plan humanitaire, mais c'est aussi une condition préalable du développement économique et social. Elle aura un impact direct sur la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé par une meilleure nutrition et des progrès dans l'éducation par l'accroissement des revenus de l'agriculture rurale mais aussi urbaine et périurbaine.

L'Amérique latine et les Caraïbes ont enregistré une augmentation du PIB de 5,9 pour cent en 2004 et de 3,8 pour cent en 2005. Il s'agit là du progrès le plus rapide enregistré par l'économie de la région depuis les années 70. La région connaît donc des conditions macro-économiques favorables qui devraient permettre d'avancer rapidement vers une plus grande justice au niveau de la distribution des fruits de la croissance, en particulier au bénéfice des populations les plus pauvres.

Développement de l'agriculture en Amérique latine et Caraïbes en 2004-05: les résultats

Production alimentaire

La production alimentaire a augmenté de 3,5 pour cent par an entre 2000 et 2004, soit à un taux bien supérieur à celui de la croissance démographique (1,4 pour cent) et légèrement au-dessus de la moyenne enregistrée dans les années 90 (3,4 pour cent).

- *production agricole*

La production agricole a augmenté de 3,3 pour cent entre 1992 et 2004. Le taux de croissance s'établit à 3,5 pour cent par an de 2000 à 2004, soit plus que les taux de croissance des décennies précédentes (2,4 pour cent dans les années 80 et 3,1 pour cent dans les années 90).

Cinq pays de la région ont toutefois souffert de crises alimentaires en 2002, principalement à cause de catastrophes d'origine climatique et de la chute des cours du café.

- *cultures*

La croissance de la production pour les cultures n'a été que de 1,6 pour cent en 2004, mais elle était de 7,1 pour cent en 2003. Le taux de croissance moyen de ce sous-secteur depuis le début du siècle est de 3,3 pour cent par an, soit nettement plus que la moyenne mondiale de 2,2 pour cent par an, et plus que les taux obtenus dans d'autres régions en développement (2,8 pour cent en Asie et 2,7 pour cent en Afrique).

Ces résultats encourageants ont pu être obtenus grâce aux réorientations du cadre macroéconomique de la région, qui était fortement défavorable au secteur agricole, mais aussi du fait d'une plus grande participation aux échanges, stimulée par la forte demande internationale pour plusieurs produits de base.

Divers facteurs préoccupants exigent cependant l'attention de la Conférence. Ce sont surtout les pays du Cône Sud qui ont pu saisir les possibilités offertes par le commerce international de produits de base, grâce à une adaptation de leur cadre institutionnel et à un meilleur potentiel en ressources naturelles. On enregistre dans ces pays une forte augmentation des superficies cultivées, notamment en soja et d'autres cultures, qui a permis la croissance accélérée de la production mais qui cause de nombreux problèmes pour l'équilibre des écosystèmes. Pour relancer l'agriculture des autres pays, qui ont souvent perdu des conditions commerciales préférentielles, il faut prendre des mesures permettant d'intensifier la production du secteur par l'investissement dans les infrastructures rurales notamment et en augmentant la valeur ajoutée par le développement des activités agro-industrielles.

- *élevage*

L'élevage représente 43 pour cent de la production agricole, proportion semblable à celle de l'Amérique du Nord et de l'Europe et nettement supérieure au taux de 30 pour cent enregistré dans les autres régions en développement.

Entre 2000 et 2004, la production animale a augmenté dans la région à un taux de 2,9 pour cent par an contre 3,6 pour cent pendant la décennie précédente. Le développement de secteurs dynamiques de l'élevage (volaille, porcins, bovins et production laitière), où les perspectives de la demande sont favorables, devrait permettre de maintenir la croissance à moyen terme. Il est toutefois indispensable de régler les problèmes de sécurité sanitaire et leurs effets sur la production et le commerce international.

Produits de la pêche

Les ressources halieutiques les plus importantes sont pleinement exploitées, voire dans certains cas surexploitées. Compte tenu des phénomènes climatiques, les volumes débarqués font apparaître une tendance à la baisse de 2,1 pour cent par an. Si l'on veut éviter d'épuiser les stocks, il faut renforcer la gestion et prendre de nouvelles dispositions institutionnelles plus conformes au Code de conduite pour une pêche responsable.

Le secteur forestier

L'Amérique latine et les Caraïbes comptent 924 millions d'hectares de forêts naturelles, soit 23 pour cent du couvert forestier mondial. Mais la perte annuelle nette de superficie forestière s'établit à 4,7 millions d'hectares, soit 64 pour cent des pertes à l'échelle mondiale.

Le développement forestier de la région n'est pas satisfaisant et la situation ne s'améliore pas, sauf dans deux ou trois pays. Une évolution rapide des institutions est nécessaire, de même que l'adoption de nouveaux mécanismes pour orienter les agents bénéficiaires vers une utilisation durable des ressources forestières.

Commerce des produits agricoles

En 2004, les exportations de produits agricoles de l'Amérique latine et des Caraïbes ont atteint 75 milliards de dollars EU, soit une augmentation de 18,2 pour cent par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, les importations de produits agricoles ont atteint 35 milliards de dollars EU, soit une augmentation de 10,5 pour cent par rapport à 2003.

La balance du commerce des produits agricoles pour 2004 enregistrait un excédent de 40 milliards de dollars EU, soit un résultat extrêmement positif pour la région.

Les contraintes

Eau

La viabilité à long terme de l'agriculture de la région passe par la gestion durable des ressources naturelles et notamment par une efficacité accrue de leur utilisation et de leur conservation. Même si la région est relativement privilégiée et reçoit 30 pour cent des précipitations mondiales, les ressources en terres et en eaux souffrent, dans de nombreuses zones, d'une grave dégradation d'origine anthropique. En outre, 13 pour cent seulement des terres cultivées sont irriguées. La région devrait assurer un accès accru de la population à une eau de qualité, dans le cadre d'un processus de modernisation institutionnelle, de développement des investissements et d'adoption de mesures de protection de l'environnement.

La FAO encourage la participation des usagers à la prise de décisions, la définition de systèmes de gestion efficace et de conservation axés sur les microbassins hydrographiques.

Infrastructures rurales

Dans de vastes zones de la région, les progrès enregistrés en matière de productivité agricole n'ont pas été accompagnés d'un développement correspondant des infrastructures de transport, de communication et d'accès aux services en milieu rural. Il est donc indispensable de réduire les coûts de transaction des petits producteurs pour améliorer leurs revenus et leur sécurité alimentaire.

Financement

La population rurale représente 23 pour cent du total national et l'agriculture assure 18 pour cent de l'emploi, mais la part des dépenses publiques allouées au milieu rural n'est en moyenne que de 6,5 pour cent des dépenses totales. En outre, au cours des dix dernières années, les dépenses rurales par habitant ont été réduites, de 205 à 141 dollars E.U.

Les États Membres de la FAO, réunis pour la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural, à Porto Alegre, au Brésil, en mars 2006, ont proposé que la réforme agraire soit plus centrée sur les pauvres et leurs organisations, qu'elle ait une orientation sociale et qu'elle soit participative. Elle devrait contribuer à la sécurité alimentaire et à l'éradication de la pauvreté. Elle doit en outre être fondée sur des droits de propriété individuels, communaux et collectifs sécurisés et sur l'équité dans l'accès à cet important facteur productif à dimension culturelle, en particulier pour les paysans sans terre. Elle doit promouvoir la productivité, le renforcement des marchés locaux et nationaux, l'emploi, la génération de revenus, et l'insertion sociale. Elle devrait également favoriser la conservation des ressources environnementales des zones rurales, dans le respect des droits et aspirations des populations rurales.

Le cadre institutionnel

Les dispositifs institutionnels régissant les marchés ruraux et de travail doivent garantir une utilisation efficiente et durable des ressources et être accompagnés de systèmes d'évaluation et de contrôle.

Maladies transfrontières

Les pays de la région sont toujours indemnes du sous-type H5N1 de l'influenza aviaire. Dans le passé, le Chili, El Salvador, le Guatemala et le Mexique ont souffert de poussées de grippe aviaire hautement pathogène dues à d'autres souches (H5N2 et H7N3), mais celles-ci ont été détectées en temps voulu et éliminées, empêchant leur diffusion massive dans la région. Ces foyers de grippe aviaire ont entraîné des coûts très élevés: rien qu'au Chili, l'impact économique du foyer de 2002 a été évalué à 31 millions de dollars E.U.

D'autres maladies comme la fièvre aphteuse, l'encéphalopathie spongiforme bovine, la peste porcine, la lucilie bouchère et la rage entraînent également des pertes au niveau de la production et des restrictions sur le plan commercial. La FAO, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé animale, a lancé récemment le Programme mondial pour la maîtrise progressive des maladies animales transfrontières (GF-TAD). À ce titre, la FAO finance également quatre projets de coopération technique, pour l'Amérique centrale, les pays andins, l'Amérique du Sud et les Caraïbes, destinés notamment à renforcer les services vétérinaires.

Autres initiatives

Au début de cette année, des spécialistes latino-américains de la sécurité alimentaire ont lancé l'initiative *L'Amérique latine libérée de la faim en 2025 (ALSH-2025)*, qui poursuit cinq objectifs, à savoir: le renforcement de l'organisation institutionnelle de la sécurité alimentaire dans les pays de la région; la coopération Sud-Sud entre les pays de la région et d'autres continents; la mise en valeur du capital humain grâce à la formation technique; l'appui aux gouvernements en vue de relier les initiatives nationales visant à réduire la faim et la pauvreté; et la recherche appliquée à la sécurité alimentaire.

La FAO se réjouit de cette initiative qui renforcera les dispositifs de lutte contre la faim dans la région. Elle est disposée à lui apporter tout son appui.

Questions à l'ordre du jour de la Conférence régionale

Après avoir examiné les importantes questions techniques inscrites à l'ordre du jour et analysé les principales tendances de l'agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire en Amérique latine et dans les Caraïbes, les participants à la Conférence feront des recommandations concernant les mesures à prendre par les pays et la coopération technique attendue de la FAO. La Conférence régionale examinera les progrès accomplis par les pays de la région, en vue de réaliser les Objectifs du Sommet de l'alimentation et de celui du Millénaire pour le développement. Elle devra aussi examiner la suite donnée aux principales recommandations de la Conférence régionale de 2004.

Enfin, deux tables rondes seront organisées pour débattre des problèmes et perspectives du marché commun agricole régional ainsi que des défis institutionnels qui se posent dans la région.

Résultats de la trente-troisième Conférence de la FAO

La trente-troisième Session de la Conférence de la FAO, qui a eu lieu à Rome en novembre 2005, a adopté un budget de 765,7 millions de dollars EU pour l'exercice biennal 2006-2007, soit une croissance nominale zéro complétée par des dépenses de sécurité et 6 millions de dollars EU pour des programmes prioritaires. Cette Conférence a aussi examiné mes propositions de réforme de l'Organisation. Elle a approuvé, entre autres, certains changements à la structure organisationnelle du siège qui ont déjà été effectués ainsi que la mise en œuvre des propositions de décentralisation dans une région et l'ouverture d'un autre bureau sous-régional. À cet égard, j'ai décidé de commencer cet exercice par la région Afrique et la sous-région Asie centrale et je compte proposer au Conseil de novembre 2006 l'extension de la décentralisation aux autres régions du monde et la restructuration du Siège dans la limite des huit départements indiqués par la Conférence. Dans ce cadre, il est prévu d'établir de nouveaux bureaux sous-régionaux qui couvriraient l'Amérique centrale, les pays andins et le MERCOSUR. J'espère que les propositions à ce sujet recevront votre soutien.

Le Programme de travail et budget 2006-2007, qui sera soumis pour approbation au Comité financier et au Comité du Programme en mai prochain, dans le cadre des orientations de la Conférence de novembre 2005, prend en compte les changements initiaux dans la structure organisationnelle à la fois au Siège et dans les bureaux décentralisés, et met un accent particulier sur la diffusion des connaissances et le renforcement des capacités dans les pays en développement.

La FAO devra en outre mobiliser environ 15 millions de dollars EU de fonds volontaires pour couvrir les coûts de transition liés à la réforme.

Conclusions

Excellences,
Mesdames, Messieurs,

C'est dans les campagnes que vit la plus grande partie des personnes souffrant de la faim. La population rurale reste fortement marginalisée notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'accès aux services. L'agriculture est la principale source d'emploi en milieu rural. Elle a une interaction dynamique avec les autres activités économiques. Le développement agricole joue donc un rôle fondamental dans l'amélioration du revenu rural, des indicateurs de bien-être et de la sécurité alimentaire des campagnes. Mais ce sont aussi les agriculteurs pauvres qui migrent vers les villes et renforcent la prolétarianisation dans les périphéries des capitales nationales et régionales.

La lutte pour éliminer la faim et réaliser les Objectifs du Millénaire sera gagnée ou perdue dans l'agriculture rurale, urbaine et périurbaine. Je suis certain que cette Conférence régionale de l'Amérique latine et des Caraïbes fournira des suggestions et donnera des orientations pour encourager le développement agricole et rural et réaliser l'objectif de sécurité alimentaire.

Je vous remercie de votre aimable attention.